



Les météos à l'Assemblée Nationale

Les météos poursuivent leur mobilisation pour demander des moyens et une vision d'avenir pour Météo-France.

La direction refusant le débat technique, la tutelle refusant le débat budgétaire, l'intersyndicale a innové. Plusieurs contacts ont été pris auprès des députés et sénateurs.

Des représentants du personnel CGT, FO et Solidaires se sont rendus à deux reprises à Paris en septembre puis en octobre. Après plusieurs initiatives vers des élus locaux, ils ont sollicité et obtenu des rendez-vous auprès du président de la commission du développement durable de l'assemblée nationale puis auprès du rapporteur du budget de Météo-France à l'assemblée.

Les représentants du personnel ont défendu les missions du service public météorologique ainsi que des moyens budgétaires et humains pour l'Etablissement. Ils ont rappelé par des exemples concrets l'importance d'une implantation territoriale au plus près des utilisateurs des données météo (alors que les CMIR gèreraient a terme 10 à 20 départements !).

Ces rencontres ont également été l'occasion de rétablir quelques vérités « de terrain » auprès de députés habituellement soumis à la langue de bois managériale de notre direction générale ou de notre ministère de tutelle. Ont donc été abordés l'automatisation, les progrès techniques, qui doivent être testés et validés avant toute prise de décision, le rôle de Météo-France dans les chaînes d'alerte, la comparaison avec d'autres services de météo dans le monde, la recherche, le réseau de mesures, etc...

Les députés ont été attentifs à nos arguments. La commission du développement durable de l'assemblée nationale doit très prochainement émettre un avis sur la partie du projet de loi de finances concernant le budget de Météo-France

Affaire à suivre !



Sylvie Pitkevicht (CGT), José Chevalier (Solidaires), Oswald Hovaere (Solidaires), Denis Souverbie (FO), Jérôme Lartisant (FO) et François Giroux (CGT) devant les bureaux de l'Assemblée Nationale le 19 octobre 2016